

## **CSAR CCRF du 19 MAI 2026** **Déclaration préalable**

Madame la présidente,

La réunion de la Formation spécialisée Santé, Sécurité et Conditions de travail de la DGCCRF de ce jour intervient dans un contexte de projets de réforme à tous les niveaux de l'organisation de la DGCCRF et dans un climat de grande inquiétude pour les agent.es.

On pourrait s'y habituer tant notre administration est sans arrêt soumise à des revues, réformes, projets aboutis ou non, attaques sur ses missions par d'autres administrations... mais ce n'est pas le cas. Chaque attaque, perte de mission ou perte de moyens va à l'encontre de la volonté des collègues qui est de pouvoir réaliser des missions au service du public dans les meilleures conditions et efficacement.

Les agent.es de la DGCCRF sont dans l'attente d'une décision concernant la réorganisation du réseau territorial, demande sortie du chapeau du 1<sup>er</sup> ministre dans des conditions plus que floues. Beaucoup d'attente pour améliorer le fonctionnement quotidien de notre administration ont été remontées par nos collègues. Au final, la décision qui devait être rapide tarde et la réalité est que la DGCCRF est la victime d'une lutte essentiellement politique, qui se désintéresse de l'intérêt de l'exercice des missions et encore plus des conditions de travail des agent.es qui les réalisent.

**Solidaires CCRF & SCL** alerte ici sur les conséquences d'un statu quo sur les conditions d'exercice des missions mais aussi sur les mesures de rétorsions qui commencent à apparaître localement contre des agent.es ayant manifesté leur volonté de changement pour une meilleure organisation de la DGCCRF.

Dans la même période, et ce projet-là est plus à votre main, la Direction Générale a initié un projet de réorganisation de l'Administration Centrale et des Services à Compétence Nationale. Nous y reviendrons au cours de cette réunion, mais le sentiment très majoritaire des collègues de l'AC avec qui nous avons échangé est que les décisions étaient déjà actées avant le démarrage des consultations avec seulement quelques aménagements possibles très à la marge.

Le manque d'information sur les conséquences pratiques pour les agent.es (mobilité organisationnelle, déménagement, conséquences sur les fiches de poste...) est source d'une grande inquiétude.

Pour faire le lien avec les points à l'ordre du jour, **Solidaires CCRF & SCL** constate une dégradation continue des conditions de travail et une augmentation importante des signalements remontées sur 2025, notamment concernant la souffrance au travail. Les mêmes éléments transparaissent dans les DUERP (AC, SNE, SI et ENCCRF) qui seront examinés cet après-midi.

**Solidaires CCRF & SCL** demande une réelle prise en compte de la parole des agent.es et de la transparence dans la démarche menée. Cela passe en premier lieu par la communication des comptes-rendus des ateliers aux collègues, par des retours sur les motivations ayant conduit aux prises de décisions, par des informations claires sur les conséquences en terme de mobilité et de carrière.

Dans l'actualité également, la parution récente d'une instruction de la Fonction Publique demandant notamment l'augmentation du nombre de jours de télétravail pour les agent.es qui le souhaitent et pour diminuer les déplacements domicile-travail. Ceci dans un contexte d'augmentation importante des prix des carburants qui impacte nos collègues comme l'ensemble de nos concitoyens et concitoyennes. Malheureusement, ce dispositif exclu les collègues qui par leurs fonctions (secrétariat par exemple) sont déjà exclu.es du dispositif du télétravail.

**Solidaires CCRF & SCL** espère que ces dispositions seront appliquées partout et pour toutes et tous mais nous avons déjà des doutes connaissant la propension de certains cadres à vouloir toujours empêcher ce qui pourrait être un mieux pour nos collègues. Sans compter sur l'interventionnisme inapproprié de certains SGCD !

Plus largement, **Solidaires CCRF & SCL** et la coordination Fonction Publique de **Solidaires** réitèrent leur demande d'ouverture de véritables négociations salariales dans la fonction publique, négociations avec un calendrier, un mandat politique clair et une enveloppe budgétaire permettant de répondre à l'urgence.

Pour cause de crise sanitaire, de guerre ou autres raisons austéritaires, il est demandé tous les ans de faire des efforts et d'accepter, sans sourciller, un énième gel du point d'indice au nom de l'effort collectif.

Depuis des années, l'ajustement budgétaire se fait au détriment des agentes et agents publics, dont les salaires stagnent tandis que le coût de la vie augmente.

**Solidaires** le rappelle. L'argent doit être cherché là où il est, dans la fraude et l'évasion fiscale, dans la conditionnalité des aides aux entreprises notamment

L'urgence pour les agentes et agents publics doit être entendue. Il doit y avoir des mesures concrètes, immédiates et financées.